

ANTI**RESSE**

N° 233 | 17.5.2020

**Une si désirable
apocalypse**

**Covid-19: des choix
incompréhensibles**

**Appli de traçage:
coupable improvisation**

Le naufrage Ferguson

Observe • Analyse • Intervient



VALENTIN SAINT-JEAN, PIXABAY

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Une si désirable apocalypse

(COVID-19, LE COUP D'ÉTAT TECHNOLOGIQUE, 2) À QUOI AVONS-NOUS AFFAIRE RÉELLEMENT? EN QUOI LA MALADIE APPELÉE COVID-19 SE DISTINGUE-T-ELLE DES ÉPIDÉMIES ANTÉRIEURES QUE L'HUMANITÉ A AFFRONTÉES? AU-DELÀ DES QUESTIONS ÉPIDÉMIOLOGIQUES, NOUS VOYONS SE PROFILER D'AUTRES EXPLICATIONS À CETTE ÉTRANGE DÉRIVE. À CÔTÉ DU CHAOS ET DE L'IMPROVISATION SANITAIRES, CERTAINS SECTEURS ONT, EUX, FONCTIONNÉ AVEC UNE PRÉCISION REMARQUABLE. SI NOUS REGARDIONS UN PEU DE CE CÔTÉ-LÀ?

«Les données doivent être utilisées pour dire la vérité, non pour appeler à l'action, si nobles que soient les intentions.» (Hans Rosling, *Factfulness*, p. 236)

FIN DU MONDE OU TRAIN FANTÔME?

Dans son *Journal*, le fonctionnaire de l'Amirauté Samuel Pepys tient le «blog» de la peste de 1665. Alors que la classe aisée s'est prudemment réfugiée à la campagne, Samuel reste à Londres, accaparé par ses affaires. Chacun est libre, alors, de fixer ses «distances sociales». Pepys décrit sans dramatiser la propagation de l'épidémie et ses ravages. Tel cocher s'est mal senti le matin: il était mort le soir. Telle famille de sa connais-

sance a été entièrement exterminée. Lorsqu'il se rend en ville, il doit éviter certaines rues, particulièrement touchées, pour ne pas enjamber des cadavres... Cela ne l'empêche pas, par ailleurs, de se commander un nouveau costume et de se le faire livrer à une adresse d'emprunt pour ne pas irriter sa femme contrariante. Ni de se rendre à un mariage — avec du retard, évidemment. Des connaissances s'en vont, de nouveaux visages arrivent. Samuel remet son destin entre les mains de Dieu et vaque à ses affaires, plutôt favorables du reste. Il ne manque pas de s'en féliciter. Samuel Pepys n'était ni insensible ni inconscient. Il était un homme plutôt ordinaire de son époque, vif d'esprit

et doté d'humour. Il savait, à la différence de nos contemporains, que la mort nous guette au tournant et que l'homme ne contrôle rien. Son journal est un document de premier plan sur la vie quotidienne au XVII^e siècle. Il consigne aussi le terrible incendie qui ravagera Londres à peine la peste terminée, en 1666. La reconstruction inaugurera la période la plus glorieuse de la ville sur la Tamise. La peste avait emporté un quart des Londoniens. Eh, quoi, ce n'était pas la fin du monde...

La fin du monde, c'est aujourd'hui! Le monde s'est arrêté de respirer à cause d'une épidémie que le bon Samuel Pepys n'aurait même pas jugée digne de mention. À l'heure du déconfinement, Covid-19 peine toujours à marquer de son empreinte les courbes de mortalité saisonnières. Même si, pour alimenter la chaudière du train fantôme, «tout le monde meurt désormais de Covid-19», comme le note, pince-sans-rire, l'intrépide statisticien W. M. Briggs. Même si Covid semble «emprunter» quelques clients à la grippe saisonnière qui — ô miracle! — n'aurait fait cette année en France que 72 morts. (Pour autant que les chiffres riment à quelque chose: mais essayez de les démêler, et vous tombez dans des complications... fractales!)

Si les historiens de demain devaient se fonder uniquement sur ces chiffres (or nous vivons dans la tyrannie des chiffres), ils pourraient conclure qu'il ne s'est rien passé d'extraordinaire au printemps 2020. Reconnaisant implicitement la

démésure de la panique qu'ils ont semée, les coronanistes, qui s'identifient chez nous à la voix des autorités, soutiennent aussitôt que c'est grâce au confinement. Propos aussitôt démentis par d'autres chiffres: ceux des pays qui n'ont pas confiné. La mortalité de la Suède ou de la Biélorussie est moindre que celle de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie. Dans la mesure où les chiffres, une fois de plus, riment à quelque chose.

Dans les cas où la quarantaine a été accompagnée de dépistage massif avec un traitement immédiat, le nombre de morts par million d'habitants est spectaculairement moindre. On invoquera dès lors les différences de mentalité ou de système politique et autres éléments non quantifiables. A contrario, dans les pays les plus touchés par cette maladie — qui se trouvent tous à l'ouest de Vienne — on relèvera des bizarreries sans nombre, à croire que jamais dans son histoire l'Occident n'avait croisé un virus. Cela va d'une pénurie invraisemblable de masques et de désinfectants (masques brûlés en France, désinfectants détruits en Suisse) à l'interdiction de fait du dépistage, à la confiscation du seul traitement existant susceptible de combattre le mal ou à la désactivation forcée des médecins traitants.

LA CONJURATION... DE L'INEPTIE

Cette épidémie aura été marquée par de grandes premières. La première d'entre elles est que des populations entières ont été confi-

nées, sans discrimination des sains et des contaminés, en dépit du bon sens et de l'expérience.

En France, pour la première fois, on a traqué en hélico les promeneurs soucieux de s'aérer les poumons, tout en n'empêchant personne de s'immerger dans les nuées virales des supermarchés ou du métro, et l'on a persécuté des médecins qui ont *fait quelque chose* pour leurs patients plutôt que d'attendre les hypothétiques vaccins.

Dans ce pays maniaque de prévoyance qu'est la Suisse, on s'est trouvé totalement pris de court en ignorant les plans «pandémie» soigneusement élaborés qui prennent la poussière dans les archives fédérales. On a laissé se développer un marché usurier des produits de première nécessité (j'ai publié la photographie d'un désinfectant ordinaire vendu en pharmacie à 250 CHF le litre!) — le genre d'abus pour lequel on risquait la corde au temps des vraies guerres. Les autorités avaient d'autres soucis, me dit-on. Mais la manière dont elles ont affronté les «vrais» enjeux laisse elle aussi un arrière-goût de *fake*: de la pseudo-aide aux entreprises (brillamment démasquée par Vincent Held dans l'Antipresse du 19 avril) jusqu'à la facturation du dépistage aux citoyens eux-mêmes. (Oui, vous l'avez bien lu: les tests ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie en Suisse!) *Comment peut-on prendre au sérieux un État qui hurle à la peste sans prendre en charge les outils élémentaires de sa détection?*

À mesure que la menace se dissipe, les signes de dérangement systémique sautent aux yeux. La complaisance bête des médias de grand chemin n'a pas réussi à masquer le désarroi et l'incompétence des gouvernants. Les questions que n'ont pas posées les journalistes payés pour les poser ont déferlé sur les réseaux sociaux. La seule réaction critique des médias tricards a consisté à faire la traque aux «conspirationnistes». Comme s'ils ne venaient pas d'être témoins d'une conspiration de l'ineptie au plus haut niveau.

Comme l'observe Éric Werner, la *raison* de ce naufrage se situe forcément quelque part entre ces trois paramètres: incompétence, corruption et volonté délibérée. Mais on pourrait aussi englober ces trois pistes dans une autre perspective: celle d'une transformation fondamentale, tectonique, de la société humaine. C'est cette transformation souterraine que j'ai tenté de capter ces dernières semaines sous forme de fragments et que j'essaierai de décrire plus précisément.

L'APOTHÉOSE DE BIG DATA

Au mois de mars 2020, l'envie de catastrophe était palpable dans l'air. C'était le *trend* et le besoin du moment, et cela imprègne encore les règles du déconfinement. Il n'est pas interdit de se demander à qui la peur (et ses conséquences) profitent le plus.

Même si la plupart des gouvernements ont cédé à la vague de panique,

chacun l'a exploitée en fonction de ses intérêts propres. Et là, surprise! La gestion politique de la crise sanitaire s'est avérée bien plus déterminée que sa gestion sanitaire. Pour la présidence française, isolée du peuple, chahutée continuellement par les gilets jaunes et les grèves, pouvoir mettre sous clef la population était une aubaine salvatrice. Dès le début du confinement, on s'est empressé d'«adapter» les lois sur le travail et de neutraliser le législatif (qui ne s'est pas trop débattu). Dans l'affolement général, personne ne s'est inquiété de l'instauration de la démocratie par décret, cette contradiction dans les termes.

En l'occurrence, la stratégie politique s'accompagne à chaque coup d'un volet technologique. Un peu partout, les solutions de surveillance sont tombées du plafond comme les masques à oxygène dans un cockpit dépressurisé. (Le pompon, en la matière, va sans doute à la mairie de Moscou avec ses codes QR et son flicage généralisé des déplacements.) Comme le résumait *Intellicence Online* (n° 851, 15 avril), «les spécialistes du big data rêvent d'un momentum Covid-19» — ils en rêvaient depuis un bon moment, faut-il préciser. Pendant que les populations infantilisées grelottaient de peur, chantaient sur leur balcon ou tapaient le soir sur leurs casse-roles «en hommage aux soignants» — et que ces soignants se tuaient au travail dans des conditions impossibles —, les affaires des gens «aux

affaires» se poursuivaient plus intensément que jamais.

Le contraste entre l'improvisation sanitaire et le *management* politique, de plus en plus étroitement intégré au militaire, est d'autant plus surprenant que le fantasme de la pandémie continuait de flotter dans l'air depuis les résultats «décevants» de H1N1. Sans même parler des simulations et projections de la Fondation Bill Gates, les signes avant-coureurs abondent. En 2012, par exemple, l'UE avait sponsorisé une curieuse histoire de pandémie en BD (*Infected*). Dans cette histoire «peut-être fictive et néanmoins mêlée d'informations factuelles», le virus, déjà, venait de Chine et l'humanité était sauvée par une élite d'administrateurs globalistes non élus — avec l'aide d'un héros venu du futur. «*Lorsque ceci arrivera, vous devrez faire tout ce qu'il faut pour prendre les décisions politiques qui éviteront que votre avenir ne soit jamais celui d'où je viens*», explique le voyageur temporel à nos sauveurs. Le message *politique* adressé aux générations visées est aussi clair que la logique du récit est loufoque (si cet avenir d'où est venu le lanceur d'alerte ne doit en aucun cas se produire, d'où vient alors le blondinet?). Dans les faits, les super-eurocrates sont bel et bien restés des personnages de bande dessinée, mais d'autres acteurs, bien plus sérieux, ont promptement ramassé les morceaux..

DEMAIN, LE TÉLESCLAVAGE

Le magazine économique *Fast Company*, relayé par *Courrier international*, révélait fin avril que la fortune des milliardaires américains s'est accrue de 10 % au cours du seul mois de mars 2020, «soit une hausse de 282 milliards de dollars». Après une

plongée des marchés vite passée, «la tendance s'est inversée. C'est particulièrement le cas pour le PDG de la plateforme de vidéoconférence Zoom, Eric Yuan.» Jeff Bezos, le patron d'Amazon, qui a engagé 100'000 esclaves frais dès le début de la crise, n'est pas lui non plus à plaindre.

Qu'est-ce que ce détail nous révèle? Que dans ce pays où la plupart des hyperfortunes sont liées à la *tech*, certains ont vu arriver les quarantaines comme un cadeau de la providence. Télétravail, télé-école, télépéro, téléconférence... La technologie de communication, déte- nue par un tout petit nombre de propriétaires, est vouée à remplir tous les interstices physiques que les règles d'hygiène instaurent entre les humains. Sur chaque passe- relle virtuellement établie entre les humains isolés et tracés, il sera possible, comme au Moyen Âge, de planter un péage à tarif discrétionnaire. On ne chipote pas sur



les services vitaux. Ah oui: j'allais oublier la menace de la vaccination universelle. Mais elle fait partie du package.

La question n'est donc pas de savoir si les seigneurs de la technologie et leurs hologrammes politiques ont envie de gonfler et faire durer la pandémie, voire de la décliner en série *gore* façon Netflix. La question qui devrait nous préoccuper au premier chef est de savoir *pourquoi ni les partis politiques, ni les milieux académiques, ni les médias, ni les églises n'ont soulevé la moindre objection à leur prise de pouvoir*. Le sens commun et la logique auraient-ils été victimes du coronavirus?

Nous étudierons ce mystère dans le prochain épisode, où il sera question de la caste des coronanistes, du bon et du mauvais usage de leurs outils informatiques et de la fascination qu'exerce sur tout ce petit monde le modèle technototalitaire chinois.

/A suivre./

★ENFUMAGES par Eric Werner

Pandémie: pourquoi ces choix?

L'HOMME, ON LE SAIT, NE CESSE EN PERMANENCE D'INTERAGIR AVEC LA NATURE. AINSI, LES VIRUS ET LES BACTÉRIES INFLUENT SUR LE DEVENIR DES SOCIÉTÉS HUMAINES, MAIS L'INVERSE EST VRAI AUSSI. LE COVID-19 A, CERTES, UNE COMPOSANTE BIOLOGIQUE, MAIS UNE AUTRE, AU MOINS AUSSI IMPORTANTE, SOCIALE ET POLITIQUE. QUI PLUS EST, CES DEUX COMPOSANTES SONT INDÉMÊLABLES L'UNE DE L'AUTRE.

On le voit à plusieurs niveaux.

Celui, d'abord, des mesures mises en œuvre pour combattre la pandémie. En effet, ces mesures n'ont pas été les mêmes partout. Et donc la pandémie ne s'est pas non plus développée partout de la même manière. On peut toujours imaginer ce qui se serait passé si aucune mesure n'avait été prise et si en conséquence la pandémie avait été livrée à elle-même. Sauf, justement, que c'est une construction mentale. De fait, la pandémie n'a *jamais* été livrée à elle-même. On ne sait donc pas à quoi pourrait ressembler son hypothétique «cours naturel». Des experts sont même allés jusqu'à dire que le remède avait été pire que le mal. Certaines des mesures prises pour enrayer la pandémie auraient, en fait, plus contribué à la nourrir qu'à la ralentir. On parlait d'emmêlement, l'emmêlement est ici évident.

DES RATAGES INCOMPRÉHENSIBLES

On s'interroge également sur ce qui se serait passé si le gouvernement français actuel, au lieu d'interdire aux médecins généralistes de prescrire des médicaments reconnus pourtant comme valables et efficaces, mais,

semble-t-il, trop bon marché, les avait laissés libres de soigner leurs patients comme ils l'entendaient (conformément à ce que prévoit la loi). Personne ne l'aurait alors accusé d'avoir laissé mourir les gens sans soin, comme une députée — elle-même, il est vrai, médecin —, n'a pas hésité à le faire récemment. Un vrai scandale, a-t-elle dit, avant de se faire éjecter du groupe «la République en marche».

Beaucoup ont souligné par ailleurs qu'une partie au moins des morts liées à cette pandémie s'expliquait par l'affaiblissement des défenses immunitaires au sein de la population, affaiblissement lui-même dû à au moins trois causes: la pollution, la malbouffe et le stress au travail. Je me borne ici à reprendre les remarques de l'anthropologue Jean-Dominique Michel, qui précise au passage qu'il n'existe pas dans nos pays de réelle politique de la santé. Les autorités croient déjà beaucoup faire en réparant (ou en tentant de réparer) les dégâts dus à la pollution, à la malbouffe et au stress au travail, mais ils ne songent pas un seul instant à combattre ces calamités *elles-mêmes*. En d'autres termes, aucune place ou presque n'est accordée à la médecine



préventive. De son côté, l'économiste Gaël Giraud a mis en cause les choix budgétaires des gouvernements occidentaux au cours de la période récente, ceux, notamment, dictés par la volonté de faire des économies à tout prix, avec à la clé la destruction du système hospitalier dans son ensemble. Partout, en effet, au nom de la «rentabilité», on supprime des lits et des services d'urgence. Médecins et infirmiers se plaignent par ailleurs d'être en sous-effectifs, et par là même surmenés. Les soins eux-mêmes sont très souvent aussi rationnés. Les morts du coronavirus sont en partie aussi le prix des choix en question. On ne peut pas à la fois diminuer continûment les dépenses de santé et s'étonner ensuite qu'il y ait des morts.

On est dès lors amené à se demander: pourquoi de tels choix? Pourquoi, alors même que jamais les prélèvements fiscaux n'ont atteint de tels niveaux et que donc l'État n'a disposé d'autant de moyens qu'aujourd'hui, celui-ci s'obstine-t-il, comme il le fait, à rogner sur les dépenses de santé? Sans céder au «complotisme» (et même, éventuellement, en y cédant),

on a le droit quand même de se poser la question. Et de s'en poser d'ailleurs une autre: où va l'argent? Ou alors il faut admettre que les acteurs historiques sont des incapables, au mieux agissent au hasard, sans savoir ce qu'ils font ni non plus pourquoi ils le font. Après tout, c'est possible. Il est possible aussi de penser que la direction

de la santé, en France, ne savait pas ce qu'elle faisait lorsqu'elle a ordonné ces dernières années la destruction de plus d'un milliard de masques, au risque de laisser le pays désarmé en cas de pandémie, risque qui vient de se concrétiser. Tout comme, en Suisse, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique, lorsqu'il a détruit en 2018 les dix tonnes d'éthanol qu'il avait en stock. Lui non plus, apparemment, ne savait pas ce qu'il faisait.

VERS LE SOUS-DÉVELOPPEMENT

Bref, pour me répéter, cette pandémie est un phénomène complexe. Si les virus y jouent un rôle non négligeable (alors même, il faut le dire aussi, qu'ils ne décident rien), il est évident que les décideurs humains, eux, ont beaucoup fait pour lui donner le visage qui est aujourd'hui le sien. On pourrait même citer des noms. Nous venons d'évoquer les mesures prises pour lutter contre la pandémie, nous en avons évoqué aussi les causes. Terminons par les conséquences. La paupérisation en elle-même ne date pas d'hier, elle remonte aux années 90 du siècle dernier, époque des premières délocalisations. Elle est

plus ou moins marquée selon les pays, mais n'en épargne aucun. Elle affecte par ailleurs toutes les classes sociales (sauf celle des très riches). Il en va de même du chômage. Tout le monde, aujourd'hui, sans exception, a peur pour son poste de travail. Mais c'était avant le Covid-19. Entre-temps est survenu le Covid-19. Plus de la moitié des PME sont aujourd'hui menacées de disparition. C'est le cas en particulier des cafés et des restaurants, de nombre de petits commerces, etc. On parle aussi de crise financière, d'«écroulement» (Édouard Philippe) de l'économie, etc. Dans ces conditions, la question n'est plus tant aujourd'hui de savoir si la paupérisation va ou non se poursuivre, mais à quel rythme elle va le faire et pour combien de temps encore. Dans son dernier ouvrage paru au début de l'année, l'historien et sociologue Emmanuel Todd expliquait que la France était aujourd'hui en voie de «*re-sous-développement*» (1). Or le «*re-sous-développement*» n'est pas seulement un problème français. C'est l'ensemble de l'Europe qui est concernée. En termes de baisse du niveau de vie, quelle sera la baisse: 10 %? 20 %? 50 %? On en revient ainsi à la question de tout à l'heure: comment en est-on arrivé là?

INCOMPÉTENCE, CORRUPTION OU... TABLE RASE?

Schématiquement, trois réponses sont possibles: trois et trois seulement. La première est l'incompétence, il en a déjà été question. Il peut arriver aux hommes de se tromper, on ne saurait le nier. Mais lorsque cela arrive *trop*

souvent, on est pris alors d'un doute: l'incompétence n'est peut-être pas *seule* en cause. Ce n'est pas possible. On pense ensuite à la corruption. Les intérêts en jeu en matière de santé publique sont, on le sait, nombreux et puissants. Ils expliquent donc un certain nombre de choses (le peu de place accordée à la médecine préventive, par exemple). Mais quand même pas tout. Reste une troisième réponse. Je ne sais pas si elle est beaucoup plus satisfaisante que les deux précédentes, mais je me dois quand même de la signaler. Ce qui s'est passé, pour le dire d'un mot, les dirigeants l'auraient délibérément voulu et planifié, car ils trouvaient tout cela très bien. Oui, tout à fait: très bien. La suprasociété moderne ne rêve que d'une chose: faire place nette, débarrasser le terrain. Du passé faisons table rase. L'actuelle pandémie, il faut le reconnaître, n'y contribue pas peu. (Encore une fois, quand je dis: l'actuelle pandémie, j'y inclus les mesures mêmes qui ont été prises pour la combattre. Elles surtout.) C'est une troisième possibilité. Ce qui plaiderait éventuellement pour elle, c'est l'aisance avec laquelle les dirigeants se sont adaptés à la situation pour l'instrumenter à leur profit. On pense en particulier à l'extension illimitée du traçage numérique, ainsi qu'aux atteintes aux libertés individuelles. En soi, bien évidemment, cela ne prouve rien, mais on ne cherche pas ici nécessairement une preuve. On se borne à évoquer des possibilités.

NOTE

1. Emmanuel Todd, *Les luttes de classes au XXI^e siècle*, Seuil, 2020, p. 45.



FUTURISK par Sébastien Fanti

Traçage Covid-19: une coupable improvisation (1)

A QUELLE SAUCE (NUMÉRIQUE) ALLONS-NOUS ÊTRE MANGÉS? EN SUISSE COMME EN EUROPE, LA BATAILLE DES DONNÉES FAIT RAGE DANS UNE HÂTE DE MAUVAIS AUGURE POUR LA PROTECTION DES DONNÉES INDIVIDUELLES. LE TRAÇAGE DE L'ÉPIDÉMIE JUSTIFIE-T-IL LA VIOLATION MASSIVE DE NOTRE VIE PRIVÉE?

Je n'ai jamais rencontré Jacques Attali. Il s'en est fallu de peu, il y a de cela quelques années, lorsque j'aspirais à participer au développement du numérique en France. Une soirée avec un tel cerveau me ravirait, d'autant plus qu'il semble l'auteur de cette phrase prophétique:

«Une pandémie majeure fera alors surgir, mieux qu'aucun discours humanitaire ou écologique, la prise de conscience de la nécessité d'un altruisme, au moins intéressé. Et, même si, comme il faut évidemment l'espérer, cette crise n'est pas très grave, il ne faudra pas oublier, comme pour la crise économique, d'en tirer les

leçons, afin qu'avant la prochaine — inévitable — on mette en place des mécanismes de prévention et de contrôle, ainsi que des processus logistiques de distribution équitable des médicaments et de vaccins.»

Parmi les mécanismes de lutte et de prévention d'une deuxième vague dont il nous est dit qu'elle s'avère inévitable figurent les applications de traçabilité. Sans vouloir entrer dans des détails techniques, deux modèles sont en cours de développement: le modèle centralisé et le modèle décentralisé. Avec le modèle centralisé, lorsqu'une personne est diagnostiquée malade, elle prévient un

serveur central et c'est lui qui informe les autres téléphones. Le hic avec ce système, c'est que les données figurant sur le serveur central vont susciter des appétits divers et variés, tant des pirates informatiques que de tous ceux qui voudront exploiter ce véritable trésor.

Exit donc la belle entente européenne qui avait prévalu aux prémices de la pandémie pour développer un système unique de traçabilité. La Suisse s'est retirée de ce projet dès la mi-avril 2020 et développe actuellement une application basée sur le modèle décentralisé. Dans cette configuration, sans passer par une base de données centralisée, ce sont les téléphones des personnes diagnostiquées atteintes du COVID-19 qui contactent directement les autres téléphones. Jusqu'ici donc, aucun grief ne peut être émis à l'endroit de ceux qui souhaitent pouvoir effectuer un suivi de la pandémie.

La situation se corse lorsque durant le développement de l'application Swiss PT (auparavant intitulée DP-3T), des voix s'élèvent pour critiquer la sécurité des données. Et ces voix dont celle des Professeurs Serge Vaudenay et Solange Ghernaoui émanent des milieux scientifiques, respectivement de personnalités reconnues pour leur sérieux. De collègues des équipes qui développent l'application. S'engage alors une querelle d'experts que je suis bien incapable d'arbitrer.

Dans une situation aussi sérieuse avec des données de millions de citoyens, données de surcroît sensibles, je suis d'avis que le principe de précaution doit s'appliquer. Cette appréhension est confortée par le fait que nous dépendons technologiquement de Google et d'Apple pour le fonctionnement de cette application. Permettez-moi également de faire part de mes doutes lorsque je lis dans un récent article de l'illustré que l'équipe de recherche travaille de manière collaborative au moyen de l'application contes-

tée Zoom, partage des documents sur Google Docs et qu'elle reconnaît textuellement que l'attente est trop grande, que la technologie utilisée (Bluetooth) n'est pas parfaite et qu'elle va passer à côté de certaines personnes. Bref, que l'application n'est pas la solution, mais un complément au traçage manuel.

D'aucuns m'objecteront que l'actuelle pandémie génère des risques supérieurs. C'est statistiquement faux, à l'aune du nombre de personnes infectées et en regard des potentialités d'accès à des données qui concernent un nombre bien supérieur de citoyens. De surcroît, en matière de sécurité informatique, l'innocuité d'un système ne doit en aucun cas être présumée en comptant sur l'honnêteté des acteurs. N'oublions jamais que les données de santé sont particulièrement attractives pour les pirates qui peuvent les vendre à prix d'or sur le darkweb.

À cet égard, la Confédération a tenté de juguler la critique en invitant les pirates informatiques à tester la robustesse de l'application. Sans toutefois promettre de récompenser ceux qui y parviendraient ainsi que cela est l'usage en matière de *bug bounty* (chasse aux bugs). Qui va dès lors consacrer du temps à cette application alors qu'il pourrait être rémunéré par des acteurs du domaine de la sécurité informatique? Nous en saurons vraisemblablement plus prochainement, mais le temps est compté, car contrairement à la désormais mythique phrase d'Alain Berset, le Conseil fédéral souhaite aller aussi vite que possible, mais pas aussi lentement qu'il serait nécessaire pour préserver la sécurité des données des citoyens helvétiques. Ce qui est évidemment regrettable.

Le traçage anonyme est un dangereux oxymore: ne sacrifions pas la défense de nos données personnelles sur l'autel de la pandémie.

Passager clandestin

Et si la décision d'imposer le confinement était basée sur des conjectures mathématiques approximatives?

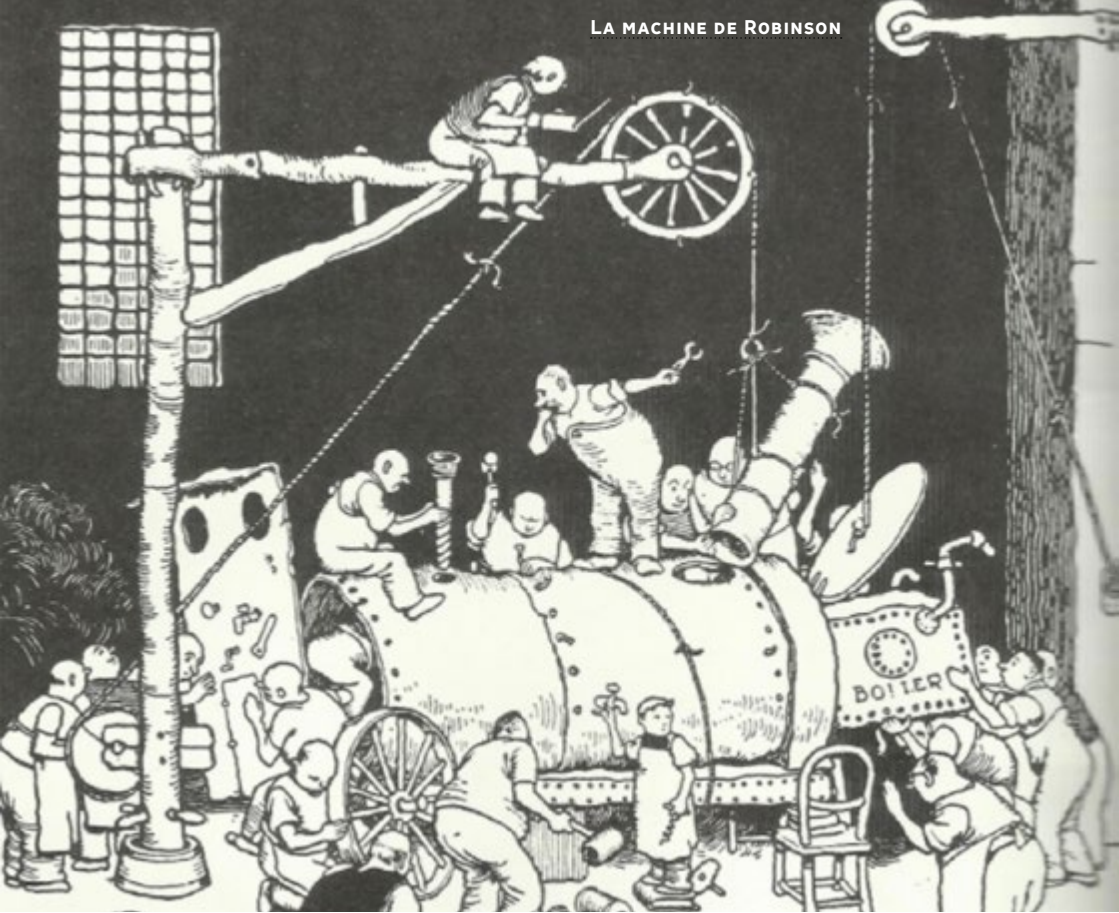
DOCTEUR EN PHILOSOPHIE, ÉDITORIALISTE ET CHRONIQUEUR DE GRANDS JOURNAUX ET VULGARISATEUR SCIENTIFIQUE, MATT RIDLEY EST L'AUTEUR D'UNE SÉRIE DE BEST-SELLERS DANS LE DOMAINE ANGLO-SAXON. IL SE DÉFINIT COMME UN «RATIONALISTE OPTIMISTE». APRÈS LA DÉMISSION DE NEIL FERGUSON, IL A COSIGNÉ AVEC LE DÉPUTÉ DAVID DAVIS UNE INTERPELLATION CONCISE, MAIS ESSENTIELLE SUR LES MÉTHODES «SCIENTIFIQUES» PAR LESQUELLES ON A POUSSÉ LES GOUVERNEMENTS À PRENDRE UNE MESURE D'UNE VIOLENCE EXTRÊME ET HISTORIQUEMENT INOÛÏE: METTRE EN QUARANTAINE LES POPULATIONS SAINES DE PAYS ENTIERS.

Le professeur Neil Ferguson, de l'Imperial College, s'est «mis en retrait» par rapport au groupe SAGE (*Scientific Advisory Group for Emergencies*, *NdT*) qui conseillait les ministres après qu'on eut révélé ses entorses galantes à la règle du confinement. Peut-être aurait-il dû en être écarté pour un faux pas plus conséquent. Les détails du modèle que son équipe a échafaudé pour prédire l'épidémie se font jour et ils ne sont pas beaux à voir. Selon les mots respectifs de quatre modélisateurs expérimentés, son code est «profondément criblé de bogues», c'est «une machine de Robinson assez arbitraire» qui charrie «d'énormes blocs de code — une mauvaise pratique» et constitue «très probablement le pire code de production que j'aie jamais vu».

Lorsque les ministres font des déclarations politiques en matière de coronavirus, ils affirment inva-

riablement qu'ils «écoutent la science». Mais la science de pointe est désordonnée et peu claire, c'est une joute d'idées arbitrée par les faits, un processus de conjecture et de réfutation. Cela n'est pas nouveau. Il y a près de deux siècles, Thomas Huxley décrivait la «grande tragédie de la science» comme «l'assassinat de belles hypothèses par des faits moches.»

En l'occurrence, «la science» désigne en fait le modèle du Collège Impérial, qui prédit potentiellement des centaines de milliers de morts, et sur la base duquel le gouvernement britannique a instauré le confinement en mars. Les conseils de la commission *SAGE* ont un impact énorme sur la vie de millions de personnes. Pourtant, la commission se réunit en privé, ne publie aucun compte rendu et, jusqu'à ce qu'elle ait été mise sous pression, ne publiait même pas le nom de ses membres.



Nous avons pris des décisions sur la base des oracles d'une boîte noire, verrouillée qui plus est.

Il est devenu courant pour les pronostiqueurs financiers, le Trésor, les climatologues et les épidémiologistes de citer les résultats des modèles mathématiques comme s'il s'agissait de «preuves». Une utilisation correcte des modèles consiste à passer les théories de systèmes complexes au crible des faits. Si d'aventure nous voulons fonder des prévisions et des politiques sur des modèles, nous devons être en mesure de vérifier leur exactitude,

en particulier lorsqu'ils sont à l'origine de décisions impliquant la vie et la mort. Tel n'a pas été le cas avec le modèle du Collège impérial.

Au moment du confinement, le modèle n'avait pas encore été communiqué à la communauté scientifique. Lorsque Ferguson a finalement rendu public son code la semaine dernière, il s'agissait d'un programme remanié, différent de la version lancée le 16 mars.

On ne peut pas dire que le bilan de Ferguson soit brillant. En 2001, la modélisation de l'équipe de l'Imperial College a conduit à l'abat-

tage de 6 millions de têtes de bétail et a été critiquée par les experts en épidémiologie comme gravement défectueuse. Au début des années 2000, Ferguson a prédit jusqu'à 136 000 décès dus à la maladie de la vache folle, 200 millions du fait de la grippe aviaire et 65 000 de la grippe porcine. À chaque fois, le bilan en vies humaines s'est situé à l'échelle des centaines. Dans le cas présent, lorsqu'une équipe suédoise a appliqué à la stratégie de son propre pays le modèle modifié que l'Imperial College a rendu public, elle a prédit 40 000 décès au 1er mai, soit 15 fois trop.

Nous savons maintenant que le logiciel du modèle est un programme vieux de 13 ans avec 15 000 lignes de code qui simule les maisons, les bureaux, les écoles, les personnes et les mouvements. Selon une équipe de l'université d'Édimbourg qui l'a fait fonctionner, les mêmes données de départ donnent des résultats différents; le programme donne également des résultats différents s'il est exécuté sur des machines différentes, et même s'il est exécuté sur la même machine en utilisant un nombre différent d'unités centrales de traitement.

Pire encore, le code ne permet pas de grandes variations entre les groupes de personnes en ce qui concerne leur sensibilité au virus et leurs connexions sociales. Une infirmière infectée dans un hôpital est susceptible de transmettre le

virus à beaucoup plus de personnes qu'un enfant asymptomatique. L'introduction d'une telle hétérogénéité montre que le seuil requis pour atteindre une immunité collective avec une distance sociale modeste est bien plus bas que les 50 à 60 % impliqués par le modèle de Ferguson. Un modélisateur expérimenté nous dit que «(s)a propre modélisation suggère que 10 % à 30 % suffiraient, selon les hypothèses».

Les données suédoises le confirment. En dépit de mesures de distanciation sociale modérées, l'épidémie a cessé de croître dans le comté de Stockholm à la mi-avril et s'est depuis fortement réduite, ce qui implique que le seuil d'immunité collective a été atteint au moment où quelque 20 % de la population était immunisée, selon les estimations de l'autorité suédoise de santé publique.

La nature presque confidentielle du débat scientifique au sein de la SAGE, les méthodes de programmation opaques de l'équipe de l'Imperial College, l'indisponibilité du code pour les tests et la révision au moment de la décision, les hypothèses non vérifiées intégrées dans le modèle, tout cela nous inspire une question préoccupante. Avons-nous fondé l'une des plus importantes décisions politiques jamais prises en temps de paix sur des conjectures mathématiques approximatives?

- *The Telegraph*, 10 mai 2020.
Traduit de l'anglais par Slobodan Despot.

TURBULENCES

LISEZ-MOI ÇA! • Pharma: le remède pire que le mal

Les médicaments mortifères produits par l'industrie pharmaceutique sont la troisième cause de mortalité dans le monde après les maladies cardiaques et le cancer. C'est ce qu'a documenté le professeur de médecine et chercheur danois Peter Gøtzsche dans son ouvrage Remèdes mortels et crime organisé. Comment l'industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé publié en 2014 (trad. Presses de l'Université Laval, Québec, 2015). La recherche du profit qui privilégie la mise au point de molécules souvent dangereuses et de vaccins coûteux aux dépens de solutions simples ou des remèdes éprouvés est une évidence que la pandémie du Covid 19 a démontrée une fois de plus avec l'affaire de l'hydrochloroxine. La mise à ban de ce remède bon marché et depuis longtemps utilisé contre le paludisme n'aurait pas été possible sans la complicité – ou la vénalité – d'experts dits indépendants qui ont produit dans un temps record les études tendant à prouver que l'hydrochloroxine était contre-indiquée dans le traitement du coronavirus.

Peter Gøtzsche a appris à ses dépens ce qu'il en coûtait de s'en prendre au *Big Pharma*. En 1993, il est un des fondateurs de la *Collaboration Cochrane*, une organisation internationale « à but non lucratif forte de quelque 11 000 membres, généralement bénévoles, chercheurs ou praticiens, œuvrant collectivement à publier des revues systématiques de la littérature scientifique, afin d'évaluer, avec le plus haut niveau d'indépendance et de rigueur, les bénéfices et les risques de traitements médicamenteux ou d'interventions médicales ». Son attitude critique à l'égard du

Big Pharma lui vaut d'être évincé en 2018 de la gouvernance de Cochrane.

« Comme la plupart le savent, l'essentiel de mon travail n'est pas très favorable aux intérêts financiers de l'industrie pharmaceutique. Cela a conduit Cochrane à être l'objet de pressions, de critiques et de plaintes. Mon expulsion est l'un des résultats de ces campagnes. »

Outre-Atlantique, le monde académique et celui des chercheurs ont encore moins de scrupules vis-à-vis de leurs commanditaires. Ce qui fait tenir à l'économiste conservateur qu'est Paul Craig Roberts des propos subversifs :

[« Les Américains doivent réaliser combien tout a été corrompu par l'argent. On ne compte plus les personnes et les institutions auxquelles nous pouvions accorder confiance et qui sont maintenant dépendantes de fonds qu'elles reçoivent de corporations, d'agences gouvernementales et de donateurs intéressés au point de sacrifier la vérité. Oui, aujourd'hui les scientifiques mentent pour de l'argent. Les universités produisent des "études" qui vont dans le sens souhaité par le donateur[...] Si nous voulons un système de santé plutôt qu'un système de mort, le Big Pharma doit être nationalisé et exploité par des scientifiques salariés, sans droits de brevets, ni bonus lié à la performance »](<https://www.paulcraigroberts.org/2020/05/10/the-cost-of-big-pharmas-covid-19-vaccine-will-be-paid-in-lives-and-in-billions-of-dollars/>).

J.-M. Bovy/ 15.05.2020

* Lire également: « Le docteur Peter Gøtzsche critique le confinement du Danemark : le gouvernement était dans un état de panique » (en anglais).

ÉCOLE NUMÉRIQUE · Une parodie d'enseignement

L'article de Vincent Held, «**ÉCOLE NUMÉRIQUE · Comment les GAFAM vont tuer l'enseignement public**» a suscité de nombreuses réactions et rediffusions. Ce témoignage d'une enseignante française dit tout en deux paragraphes. Nous le publions sous un nom d'emprunt pour ne pas l'exposer aux foudres de sa hiérarchie, peut-être déjà robotisée.

Cet article est une réflexion très éclairante qui corrobore tout à fait le sentiment de malaise que je ressens en tant qu'enseignante du primaire depuis le début du confinement; je me sens dépossédée du sens de mon métier qui est l'humain avant tout. Nous travaillons à notre éviction future, notre «obsolescence programmée», voilà la confirmation de ma résistance et de mon extrême méfiance envers ces procédés imposés avec brutalité, comme allant de soi. J'étais une des rares à applaudir la reprise des cours le 11 mai, car «l'école numérique», «l'école à la maison» pour moi ce n'est pas l'école, juste un ersatz. Un élève n'a jamais appris à lire grâce à un ordinateur, ça c'est de la pensée magique, cette pensée qui gangrène l'Éducation nationale française, la sphère EdTech. Non, un élève, a fortiori en échec — et j'en ai accompagné plus d'un dans ma carrière —, apprend à lire par la relation de confiance qu'il établit avec son enseignant(e), parce qu'il s'autorise à être sujet, à penser, parce qu'il retrouve l'estime de soi, y compris dans l'opposition, et parce qu'il a en face de lui un enseignant(e) qui connaît les chemins de traverse pour l'amener à SAVOIR lire puis à AIMER lire. Mais je me disais que je n'étais pas à la page, dépassée par la technologie, alors que mes collègues plus jeunes avaient l'air de s'investir et de se réinventer au jour le jour.

Mais depuis que j'ai pris connaissance de la mise en place de protocoles draco-

niens de reprise des cours en «présentiel», qui vont faire ressembler les écoles maternelles et élémentaires à des centres pénitentiaires pour jeunes enfants, je me sens insultée et humiliée dans ma dignité d'enseignante. Je finis par croire, au risque d'être taxée de complotisme, que ces protocoles impossibles à respecter et inhumains ont été créés à dessein pour que nous restions derrière nos ordinateurs le plus longtemps possible, comme le préconisent les collectifs et les syndicats d'enseignants. En somme, nous n'avons le choix qu'entre la peste et le choléra. Mais enseigner «à l'ancienne», il n'en est plus question, plus de jeux stimulant l'imagination des plus jeunes élèves, la réflexion des plus grands, l'émulation et la créativité de tous, plus de manipulation mathématique, géométrique, même plus de correction faite par l'enseignant dans le cahier. Plus de trace d'HUMAIN. Et tout le monde trouve ça normal. C'est ça l'«école de la bienveillance» qu'on nous promet à longueur de discours trompeurs et anesthésiants? Quand les mots sont à ce point vidés de leur sens et tellement opposés à la réalité qu'ils décrivent, alors nous sommes entrés dans le cauchemar orwellien.

Nicole

COVID-19 · Crise économique et mobilité

La crise sanitaire engendre le confinement, qui engendre la crise économique. Ils n'en mourraient pas tous, mais tous étaient frappés. Dans presque tous les pays du monde l'activité économique va beaucoup diminuer en 2020, par rapport à 2019, de quelque 10 % en moyenne. Mais elle va diminuer bien plus dans certains pays que dans d'autres, ce qui contribuera à modifier la carte géopolitique du globe. L'évolution de la mobilité, c'est-à-dire l'intensité des déplacements, permet une

première esquisse du tableau des impacts économiques par pays.

Pour deux raisons. L'évolution de la mobilité dans un pays reflète l'évolution de l'activité de ce pays: elle en est à la fois un reflet (moins d'activité, moins de transport) et une cause (moins de transport, moins d'activité). Ensuite, pour la plupart des pays (et des grandes villes) du monde, Apple publie depuis le 13 janvier 2020, pour chaque jour, un indice de la mobilité en voiture, ainsi qu'un indice de la mobilité en transports en commun. On a considéré la valeur du premier de ces indices (l'essentiel des déplacements s'effectue en voiture) à la date du 31 mars 2020. Un indice de 50 signifie que la mobilité au 31 mars était la moitié de ce qu'elle était le 13 janvier. Le tableau ainsi établi fait apparaître quatre groupes de pays.

Les pays très touchés – Une demi-douzaine de pays ont un indice compris entre 15 % et 25 %. La mobilité y a été réduite de 75 % à 85 %. C'est dire que l'activité économique y était très affectée à la date du 31 mars. Parmi ces pays, on trouve l'Espagne (15 %); l'Italie (19 %), la France (23 %), ce qui n'est pas surprenant. On trouve aussi, ce qui est peut-être plus inattendu, l'Argentine (13 %), l'Inde (18 %), le Portugal (23 %), et la Colombie (25 %). Notre pays apparaît ainsi l'un des cinq ou six pays du monde où le choc économique causé par le confinement va être le plus violent.

Les pays touchés – Une grosse douzaine de pays présentent un indice compris entre 30 % et 50 %. La mobilité y a diminué de plus de moitié. La liste comprend, du plus affecté au moins affecté, l'Irlande, la Bulgarie, la Pologne, le Royaume-Uni, les États-Unis, Israël, l'Égypte, la Belgique, l'Indonésie, le Brésil, la Hongrie, le Canada, la Turquie.

Les pays peu touchés – Six pays ont un indice compris entre 50 et 60 %: la Répu-

blique tchèque, l'Australie, l'Allemagne, la Russie, la Corée, l'Ukraine. L'activité va y diminuer nettement, mais moins dramatiquement que dans les autres pays mentionnés. On note la présence de l'Allemagne et de la Corée dans ce groupe.

Les pays épargnés – Quatre pays sortent en tête de ce classement: le Danemark (71%), la Suède (83%), Taiwan (95%), le Japon (98%), les Pays-Bas (103%). Dans ces pays, la mobilité – et l'activité économique – ont été peu ou pas affectées par le confinement.

Il faut bien entendu prendre l'indicateur retenu avec prudence. La corrélation entre mobilité et activité n'est sans doute pas parfaite. La mesure de la mobilité par l'indicateur d'Apple non plus. La date retenue (mobilité au 31 mars) a été choisie parce que la plupart des pays étaient confinés à cette date, mais une autre date donnerait des résultats légèrement différents.

Cependant, les différences entre pays sont si grandes qu'il est difficile d'imaginer qu'elles soient sans signification. On peut sans prendre trop de risques formuler quatre propositions. Primo, les pays de l'Europe méditerranéenne, y compris la France, sont ceux qui vont éprouver le choc économique le plus terrible; cette crise va contribuer à l'italianisation de la France. Secundo, les pays scandinaves, les Pays-Bas, les pays d'Asie de l'Est, et en particulier le Japon, échappent largement à la crise économique du covid-19. Tertio, des pays comme l'Allemagne et la Russie sauvent les meubles (un doute pèse sur le cas de la Russie). Le décrochage de la France par rapport à l'Allemagne va s'aggraver. Enfin, ce qui n'était pas évident, et qui est tragique, les pays en développement sont au moins aussi touchés que les pays développés par la crise économique, alors même qu'ils sont, semble-t-il, nettement moins frappés par

la crise sanitaire. Dans ces pays, les morts causés indirectement par la misère consécutive à la lutte contre la pandémie seront sans doute plus nombreux que les morts causés directement par la pandémie.

Rémy Prud'homme/10 mai 2020

Professeur d'économie émérite à

Paris XII, Remy Prud'homme a également été directeur adjoint de l'environnement à l'OCDE, visiting professor au MIT, et un consultant fréquent de la Banque Mondiale. A travaillé sur les finances publiques, les transports, l'environnement. Pour davantage de détails, voir son site.

Pain de méninges

LA VICTOIRE ULTIME... DE QUI SUR QUOI?

L'étape ultime sera atteinte lorsque l'homme, par l'eugénisme, par le conditionnement prénatal et grâce à une éducation et une propagande fondées sur une psychologie parfaitement appliquée, sera parvenu à exercer un contrôle total sur lui-même. La *nature humaine* sera la dernière composante de la Nature à capituler devant l'homme. La bataille sera alors gagnée. Nous aurons ôté le fil de la vie des mains de la Parque et serons désormais libres de façonner notre espèce conformément à notre bon vouloir. La bataille aura, certes, été gagnée, mais qui, exactement l'aura remportée?

— C. S. Lewis, *L'Abolition de l'homme*



L'Antipresse ne vit que de vos abonnements et de vos dons.
Faites-la connaître autour de vous!
Soutenez cette publication sans égale dans les nouveaux médias!
antipresse.net